

➤ son livre magnifique, violent, précis, impitoyable, Alain Borer cite le secrétaire de Marguerite de Navarre : « On n'a jamais écrit aucune chose en autres langues qui ne se puisse bien dire en celle-ci. » C'était en 1545... Et aujourd'hui, on se rappelle le premier discours de Giscard d'Estaing président, qui était en anglais (si on peut appeler ça de l'anglais), et l'on se rappelle aussi qu'en se félicitant de nos derniers prix Nobel, Manuel Valls, qui par ailleurs se ridiculise avec son anglais d'école primaire, a cru faire « un pied de nez au "french bashing" », sans comprendre qu'en utilisant ce terme, il confirmait le *french bashing*; il en faisait lui-même, du *french bashing*, il se tirait une balle dans le pied. Et dans le nôtre.

La vraie modernité est celle des prises de conscience. Nous sommes à l'âge des conséquences, des effets pervers, et de leur prise en compte vigoureuse. On ne peut plus vivre comme avant, lorsqu'on consommait vingt litres aux cent. Cette époque est révolue.

Il n'y a plus que les bourgeois inconscients et satisfaits de l'être pour rouler en 4x4 dans le Marais. Nous avons fait notre plein d'incurie, de laisser-aller, d'ultralibéralisme ; le temps est venu de réagir, de contrôler notre consommation d'anglais. Faute de quoi nous ne serons plus nous-mêmes, et notre place dans le monde, intellectuelle, économique, politique, se réduira à celle du foie gras et du champagne – qui pèsent peu face au *limited edition burger*. D'autant que nous parlerons toujours moins bien l'anglais que nos maîtres américains, et que cette infériorité se paie. Méditons ce fait : au Japon, où la concurrence n'existe plus, Amazon fait payer le port de ses envois. S'il est quasi gratuit ici, c'est que les libraires existent encore, que nous résistons, et qu'on nous courtise. Or, tandis que huit Tibétains s'immolent par le feu pour défendre leur langue, le ministère des Affaires étrangères (« gardien de la francophonie », rappelle Borer) appose une grande affiche publicitaire pour l'A380 : « France is in the air. » Borer cite de Gaulle : « Il y a d'autres peuples qui veulent nous interdire de parler notre langue », et rappelle que le film français qui se fait couronner aux Etats-Unis est un film muet (titré en anglais tout de même : *The Artist*) ; que le groupe français qui a remporté tous les prix est Daft Punk, dont les musiciens ne disent ni ne chantent un mot de français, pour un album intitulé *Random Access Memories*. Le Maître ne récompense que ses fidèles sujets. Le Maître fait mine d'ignorer que 63% de son vocabulaire est d'origine française. L'ancien maître du Maître, George W. Bush, a dit pour fustiger notre passivité : « *The problem with the French is that they don't have a word for entrepreneur.* » Pardon, c'est intraduisible – mais savoureux.

Si l'on arpente un boulevard parisien, on constate qu'une enseigne sur trois est rédigée en anglais : Al Shoes, Choco Story, Carrefour City ; les cafés vous proposent de consommer pour moins cher aux *happy hours* (le bistrot conquis par l'économie de marché). Les titres de films, de séries télévisées, ne sont plus jamais traduits, mais « Euronews », « Money drop », « Tele-shopping », « Anarchy », « WorkinGirls », « Hero Corp » sont des productions françaises... Peut-être pourrions-nous (disons la chose en bon français) arrêter de déconner ? Cet effondrement est le meilleur moteur de l'asservissement, car il a trouvé le moyen de se faire appeler progrès : une tricherie dans les termes, signature habituelle du totalitarisme en train de s'instituer. □

(1) « *De quel amour blessée. Réflexions sur la langue française* », Gallimard, 352 pages, 22,50 euros.



QUE FAIRE?

La restauration d'un français sain, fort et moderne, passera par l'école, pour les bases orthographiques et syntaxiques, et par la presse et la publicité, pour la formation continue... Le Québec, petite province en état de siège linguistique, a pris des mesures extrêmement efficaces (dans sa Charte, connue sous le nom de loi 101), quoique peu coercitives. Elles sont principalement préventives : par exemple, un magasin doit faire agréer son nom par une commission. « *La plupart du temps, en cas de litige, nous discutons. Mais cela peut parfois aller jusqu'au tribunal* », rapporte Jean-Pierre Blanc, porte-parole de l'Office québécois de la Langue française. En France, nous ne sommes plus en état de siège, puisque le cheval de Troie est entré depuis longtemps dans nos murs, et que nous sommes aux petits soins pour lui. La lutte sera donc sauvage. Bien entendu, le gouvernement et les services publics sont tenus d'être irréprochables, de respecter et de faire respecter les lois existantes. Mais la presse, la publicité et la télévision doivent, d'elles-mêmes, spontanément, leur emboîter le pas. Epaulés ou non par la loi. Si le président de France Télévisions ou le directeur d'Europe 1 dit : « A partir de maintenant, nous parlons français, nous ne dirons plus à l'antenne qu'un groupe a publié son disque sur le label Universal, mais chez Universal », le personnel obéira. On a vu à quelle vitesse, en quelques jours, Radio-France est passée d'*Etat islamique*, qui voudrait se travestir en Etat, à *Groupe Etat islamique* : la consigne a été comprise. De même qu'on éteint la lumière en sortant et qu'on ferme le robinet pendant qu'on se brosse les dents, on peut dire facilement *équipe* et non plus *team*, *groupe* et non plus *pool*. Nous devons le faire seuls. Nous n'avons guère à attendre de l'Académie française, dont le pouvoir est asymptotique, qui n'est formée ni de linguistes, ni de lexicographes, et ne peut que se lamenter de la fuite du temps, de ce temps où il fallait un décret du roi pour admettre que, oui, le sang circule dans les vaisseaux sanguins. Mais la Délégation générale à la Langue française (Franceterme.culture.fr) propose des équivalents, souvent excellents, à tous les nouveaux mots anglais réputés intraduisibles. En attendant, commençons par ne pas traduire en anglais ce qui existe en français. J. Dr.